

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
RÉVOLUTIONNAIRES

**RÉVOLUTIONNAIRES**  
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires* de Dassault Mérignac et Martignas

## Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !

*Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.*

### L'offensive patronale

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon Que Choisir. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arqus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arqus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes riches. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

### Des réponses se multiplient

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires. Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que comme des insultes et des provocations, et ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac

de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

### Question de priorités

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- 400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !
- pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !

**Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 11 mai 2025**

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l'adresse : [nparevo.dassault@gmail.com](mailto:nparevo.dassault@gmail.com)

Ne pas jeter sur la voie publique

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !

## 5, c'est trop

Avec tous ces jours fériés, on voit un peu à quoi ressemblerait la semaine de 4 jours. Moins de fatigue, plus de temps libre pour profiter de la vie... De quoi se convaincre que c'est toute l'année qu'il faudrait des semaines plus courtes !

## Ça participe à nous avoir !

Cette année encore, participations et intéressements sont très élevés. Comme quoi, les faibles augmentations, ce n'est pas une question de moyens. Mais contrairement aux primes, les salaires, ils tombent tous les mois, ne dépendent pas des résultats de Dassault et comptent seuls pour la retraite ou le chômage.

## Ce ne serait pas intéressé ?

Avec ces primes, Dassault nous dit : « bosse, fais des heures, accélère la cadence et tu auras un plus gros chèque. » L'objectif ? Nous faire croire qu'on a le même intérêt que le patron, qu'on a intérêt à notre propre exploitation.

## Dassault, c'est mieux qu'une salle de sport ?

Il y a 3 semaines, une journaliste du Figaro avait le culot de dire : « la fréquentation des salles de sport démontre une nostalgie de l'usine chez les Français. » Si cette bourgeoise à particule est si nostalgique, elle n'a qu'à demander sa mutation au sein du groupe Dassault comme ouvrière !

## Coke en stock au Figaro

D'après le *Canard enchaîné*, des journalistes du *Figaro* ont été surpris en train de prendre des rails de cocaïne sur le toit des bureaux... entre deux articles sur la guerre à la drogue. Bref, un journal à l'image de ses patrons, les Dassault : des « patriotes » mais qui échappent aux impôts, au train de vie fastueux mais pingres avec leurs salariés, qui passent leur temps à critiquer le fait que les ouvriers ne voudraient plus travailler alors qu'ils sont rentiers depuis 3 générations.

## Licenciements racistes aux aéroports de Paris

Cinq salariés noirs ont été licenciés de l'entreprise de sécurité Watch Over qui officie à l'aéroport de Roissy. Leur tort ? Avoir dénoncé leur mise à l'écart par les responsables de l'entreprise lors du tournage d'un reportage pour TF1 en août dernier et leur remplacement par des salariés blancs jugés plus présentables à l'écran. La direction de l'entreprise de sécurité ne tolère pas qu'on dénonce le racisme.

## Où est l'argent ?

Une étude Oxfam vient d'être publiée sur 1 500 entreprises et sur 33 pays. Elle montre que les PDG et dirigeants français deviennent de plus en plus riches et les salariés de plus en plus pauvres. Sur les six dernières années, l'évolution mondiale indique que le salaire réel des travailleurs (équivalent à leur pouvoir d'achat) a diminué de 11 % tandis que celui des PDG a augmenté de 54 %.

## Les hypocrisies de Barrot

Le ministre français des Affaires étrangères a écarté la possibilité de lever « la moindre sanction » internationale contre l'Iran tant que le détroit d'Ormuz reste bloqué. Mais les mêmes ne prennent aucune sanction contre Israël qui, selon les experts, possède pourtant plusieurs dizaines d'ogives nucléaires fabriquées à l'origine avec l'aide technique... de la France. Ce qui ne semble pas gêner Barrot...

## Total tient la dragée haute au gouvernement

Les prix du SP95 et SP98 ont atteint leur plus haut niveau depuis le début de la guerre contre l'Iran, lancée il y a plus de deux mois par les États-Unis et Israël. Le prix du litre de SP95-E10 était en moyenne mercredi 6 avril à 2,038 euros. C'est 32 centimes de plus (+18,47 %) par rapport au 27 février, veille des premières frappes sur l'Iran. Le SP98 s'affichait à 2,123 euros le litre, soit une hausse de près de 30 centimes (+16,29 %). Face à cela le gouvernement a adopté quelques mesurées et se refuse toujours à s'en prendre aux sur-profits des raffineurs et des distributeurs. Bien mieux, le principal d'entre eux, TotalEnergies, profiteur de guerre après avoir révélé ses records de bénéfices au premier trimestre, a menacé les pouvoirs publics d'arrêter son plafonnement du prix des carburants dans ses stations-service en cas de surtaxe sur ses profits. Et, comme d'habitude, le gouvernement se couche...

# PARTICIPATION:



# UN MIRAGE DE PLUS

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l'adresse : [nparevo.dassault@gmail.com](mailto:nparevo.dassault@gmail.com)

Ne pas jeter sur la voie publique